



Royaume des Pays-Bas

# MASOLO

Nr 45 / Décembre 2016



## BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



## La RDC a un nouveau Premier Ministre

Le président congolais, Joseph Kabila, a nommé le député de l'opposition, Samy Badibanga (photo), au poste de Premier ministre dans le cadre d'un accord politique signé, en octobre, entre la majorité et une frange minoritaire de l'opposition. Cette nomination est intervenue quelques jours après la démission du Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, et de son gouvernement.

Le bilan de l'ancien Premier ministre est mitigé: ses détracteurs l'accusent de s'être occupé plus de l'économie que des autres secteurs de la vie nationale. En effet, dès sa nomination début 2012, Augustin Matata Ponyo a orienté sa politique autour de la stabilité macro-économique. Mais à l'heure de son départ, le franc congolais s'est nettement déprécié. Avant sa démission, on a noté la signature de 9 ordonnances portant nomination de mandataires publics dans des régies financières et entreprises publiques. Ces nominations concernaient notamment la Direction Générale des Impôts (DGI), le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI), les douanes (DGDA), la Direction Générale du Guichet Unique ou encore la société publique de transport (Transco) et l'Office de gestion du fret multimodal (Ogefrem). (Source : Diverses. Photo: RFI)

### Actualités néerlandaises

#### PAGE 2

- **Ministre des Finances : la vision de Boris Johnson « impossible »**
- **Croissance économique soutenue, baisse du chômage**
- **Les agriculteurs lancent le plan d'innovation de Potato Valley**
- **Rigterink de FMO : "Investir en Afrique, rentable, mais soyez réalistes"**
- **Les voitures électriques empruntent les tarmacs hollandais**

### Actualités en RDC

#### PAGE 3

- **Vers un accord sur l'exploitation commune du gaz méthane**
- **Heineken ferme sa brasserie de Boma pour limiter la casse**
- **BIAC: liquidation ou dissolution ? Le bras de fer avec la BCC**
- **OMC : « la RDC doit accélérer les réformes pour la croissance sociale »**
- **La RDC a signé environ \$880 million à une société offshore**
- **Les provinces peinent à fonctionner**
- **La Mutuelle d'Epargne et de Crédit du Congo mise sous tutelle**

### Congo-Brazzaville

#### PAGE 4

- **Les industriels boudent le ciment importé**
- **Lancement de la carte bancaire de la CEMAC**
- **Pour la création d'un fonds bleu pour le bassin du Congo**
- **L'axe Brazzaville Pointe Noire-Ouesso essentiel dans le commerce**
- **Le groupe Télécom Azur serait surendetté et au bord de la faillite**

#### PAGE 5

### Post scriptum

- **Appel d'offre : Avis de marché de fournitures**
- **Informations pratiques & Contact**



### Ministre des Finances : la vision de Boris Johnson « impossible »



Le ministre néerlandais des Finances et président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, avait réagi, sur la BBC, aux propos de Boris Johnson (photo) sur le Brexit, publiés dans un journal tchèque. Johnson a dit que la Grande-Bretagne était susceptible de quitter l'union douanière de l'UE, mais garderait le libre-échange avec l'Europe.

Selon Dijsselbloem, ce fût « intellectuellement impossible » et « politiquement indisponible », et Johnson ne donnait pas au peuple britannique une image fidèle de ce qui est faisable et atteignable pendant les négociations. Selon lui, il y a une situation perdant-perdant pour les deux économies, britanniques et européennes ; il faudrait un accord moins dommageable aux deux parties afin de minimiser les pertes. (Source: BBC. Photo: Daily Express)

### Rigterink de FMO : “Investir en Afrique, rentable, mais soyez réalistes”



Le nouveau directeur de la banque néerlandaise de développement FMO, Jürgen Rigterink (photo), avait déclaré lors du congrès d'affaires Africa Works! 2016, à Amsterdam, que cela valait la peine d'investir dans les marchés africains, tant pour les investisseurs que pour les entrepreneurs. Pourtant, il prévient qu'on ne doit pas être trop confiant et l'on doit rester réaliste quand on accède à ce marché. Il se réfère au fait que la croissance en Afrique se produit de façon aléatoire et pas dans tous les pays. De plus, les marchés locaux restent volatils.

Toutefois, le marché africain offre de nombreuses opportunités, car il y aura une croissance économique dans les prochaines décennies; contrairement à de nombreux marchés européens. Africa Works! fournit une plateforme pour réunir des capitaux, stimuler les transactions et soutenir de nouvelles politiques pour l'investissement et la croissance du secteur privé. Il rassemble les principaux acteurs du secteur financier, ce qui leur permet de partager leur expérience, les meilleures pratiques et les enseignements tirés des institutions des secteurs publics et privés. (Source: nu.nl. Photo: devfinance.net)

### Croissance économique soutenue, baisse du chômage



Comparée à la même période l'an dernier, l'économie néerlandaise a augmenté. Avec deux ans et demi de croissance ininterrompue, les Pays-Bas progressent deux fois plus vite que la moyenne européenne.

Au cours de cette période, le pays a connu une augmentation de 250.000 emplois, ce qui a entraîné une baisse du chômage; le trimestre dernier, on a noté une baisse de 37.000 chômeurs. Les indicateurs pour l'avenir restent positifs, avec un des taux de confiance des consommateurs le plus élevé depuis 9 ans, et une confiance positive et soutenue des producteurs, depuis septembre 2014.

C'est à cause de cela que les consommateurs ont dépensé plus au cours du troisième trimestre par rapport à l'année dernière et que les investissements ont considérablement augmenté. Néanmoins, certaines préoccupations qui pourraient affecter la reprise économique subsistent, comme les conséquences du Brexit et les politiques du nouveau président américain. (Source: rijksoverheid.nl. Photo: Wel.nl)

### Les agriculteurs lancent le plan d'innovation de Potato Valley

Aux Pays-Bas, où 1 milliard de kilos de pommes de terre sont exportés chaque année, alors que les Hollandais consomment eux-mêmes 2,5 milliards de kilos - ce qui équivaut à 140 kilos pour chaque homme, femme et enfant - une alliance appelée Potato Valley vient de créer une nouvelle plateforme pour garantir un avenir sain de la pomme de terre. Les agriculteurs et les chercheurs du nord du pays, à l'origine de cette initiative, visent 800 producteurs de pommes de terre de Groningue et de Friesland.

La plupart sont des producteurs de semences de pommes de terre, mais également les pommes de terre pour la consommation et l'industrie alimentaire. L'objectif principal, est de faire davantage de recherches sur les maladies de culture et les moyens de protection. Potato Valley doit son nom à la tendance hollandaise de nommer des initiatives innovantes comme ceux de la Silicon Valley. C'est ainsi que, Food Valley, s'est développé, près de Wageningen, comme centre alimentaire de recherche et Metal Valley, à Drunen, comme point focal innovateur pour les secteurs des métaux et de l'ingénierie. (Source : DutchNews.nl)

### Les voitures électriques empruntent les tarmacs hollandais



Les véhicules électriques sont de plus en plus populaires aux Pays-Bas, ce qui a été prouvé par la vente de la cent-millième voiture électrique. La majorité des véhicules sont des voitures personnelles, dont 12.196 entièrement électriques et 86.162 partiellement électriques, tels que les voitures hybrides rechargeables. De plus, 25.405 points de facturation publics ont été construits. Ces chiffres garantissent que les Pays-Bas sont entrés dans le top 5 du monde.

Les propriétaires privés de voitures entièrement électriques seront exonérés, jusqu'en 2020, de la taxe sur les voitures personnelles et les motos et la taxe sur les véhicules à moteur. Les conducteurs professionnels bénéficient d'une taxe de 4%. Disposer suffisamment de bornes pour charger les voitures et avoir une politique européenne qui oblige les producteurs automobiles à produire des voitures plus propres et plus économiques, sont des moyens qui pourraient assurer la croissance future de ce secteur. (Source: rijksoverheid.nl. Photo: Nederland Elektrisch)

## Vers un accord sur l'exploitation commune du gaz méthane

Les ministres congolais et rwandais des Hydrocarbures se sont entretenus à Goma (Nord-Kivu) pour trouver un accord sur l'exploitation commune des ressources fossiles du lac Kivu. Cet accord concernera, dans un premier temps, le gaz méthane avant d'être étendu au pétrole découvert dans le lac Kivu, ont précisé les deux ministres. Depuis plus d'un an déjà, le Rwanda produit une dizaine de mégawatts d'électricité en transformant le gaz méthane, à partir d'une plateforme installée à 13 km de sa rive.

A en croire Aimé Ngoyi Mukena, le ministre congolais des hydrocarbures, la RDC qui n'a pas encore démarré l'exploitation de ce gaz, souhaite rattraper ce retard d'ici la fin de l'année. Le premier accord bilatéral entre la RDC et le Rwanda, sur l'exploitation conjointe des ressources fossiles du lac Kivu, a été signé en 1975. Mais il n'a jamais été appliqué. (Source : Radio Okapi)

## BIAC: liquidation ou dissolution ? Le bras de fer avec la BCC



En faillite et placée sous gestion d'un comité d'administration provisoire de la Banque centrale du Congo, la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC), avait annoncé sa dissolution et désigné un liquidateur chargé de désintéresser tous les créanciers. La banque évoquait un surendettement auprès de la Banque centrale du Congo, qui a creusé « un écart inquiétant entre les actifs et le passif du patrimoine de la BIAC ».

Selon sa direction, la dissolution est préférable à une liquidation forcée étant donné que la deuxième option ne garantit pas les intérêts des déposants, du personnel, des fournisseurs et des actionnaires. Réagissant au communiqué de presse de la BIAC, la BCC a rendu public, à son tour, un communiqué assorti d'un avis de liquidation de la banque commerciale en faillite. C'est désormais un bras de fer qui oppose les deux parties. (Source: Mediacongo. Photo: Jeune Afrique)

## Les provinces peinent à fonctionner

Les provinces de la RDC connaissent des sérieux problèmes de fonctionnement depuis quelques mois. Le gouvernement central ne finance pas ou pas assez leur fonctionnement. Soit les fonds envoyés sont modiques, soit ils arrivent à compte-gouttes. Conséquence : les députés provinciaux sont impayés depuis le mois d'août. Dans le Lwalaba, par exemple, la province n'a jamais bénéficié de rétrocession du gouvernement central depuis l'investiture de l'actuel gouverneur.

Au Sud-Kivu, les ministres comme les députés connaissent un retard de paiement de leurs salaires depuis trois mois. Dans la province du Tanganyika, les députés viennent à peine de toucher le salaire du mois d'août. Dans le Bas-Uele, la nouvelle société civile a même exigé la démission du gouverneur Armand Kasumbu pour non-réalisation des projets sur terrain. Ce dernier justifie la lenteur dans l'exécution de son programme par la modicité des fonds mis à sa disposition. (Source: Radio Okapi)

## Heineken ferme sa brasserie de Boma pour limiter la casse



Le couperet est tombé pour Bralima, la filiale congolaise d'Heineken, dont la valeur avait déjà été dépréciée de 233 millions de dollars, en août dernier. La brasserie de Boma (dans la province de Kongo Central; photo), l'une des cinq unités de production de Bralima dans le pays, fermera à compter du 1er décembre. C'est désormais l'unité de brassage de Kinshasa, qui prendra le relais pour continuer à desservir le marché local, explique la direction de la communication d'Heineken à Amsterdam.

Depuis 2013, « l'entreprise subit de plein fouet la baisse constante du marché des boissons liée à un pouvoir d'achat des consommateurs de plus en plus faible, à une augmentation continue de la pression fiscale, qui est déjà très forte, à l'instabilité du taux de change et à l'augmentation très importante des tarifs d'eau et d'électricité », poursuit la direction du groupe. (Source : Jeune Afrique. Photo: forumdesas.org)

## OMC : « la RDC doit accélérer les réformes pour la croissance sociale »

L'Organisation Mondiale du Commerce vient de rendre public son rapport d'examen de la politique commerciale congolaise. Malgré une résilience soulignée face aux chocs externes, le pays reste marqué par une dépendance criante aux exportations et une fiscalité et parafiscalité impropres à amener la RDC à l'urgence.

Le constat de la Banque Mondiale est sans appel : « (...) la RDC demeure l'un des pays au monde où il est très difficile de faire des affaires (...) une fiscalité excessive, une lourdeur administrative, des coûts élevés des facteurs de production, une faiblesse des infrastructures, et un accès limité et cher au crédit ». Le rapport nuance : « Certes, il devient facile de créer une entreprise et d'obtenir un permis de construire en RDC ». Cependant, le rapport précise que la poursuite des réformes lancées par le Gouvernement devrait renforcer à terme une évolution globalement positive de l'économie congolaise. (Source : Agence Ecofin)

## La RDC a signé environ \$880 millions à une société offshore

Global Witness a révélé que la société minière d'État (Gécamines), en République démocratique du Congo, a signé, l'année dernière, des droits de royalties, pour son projet minier le plus lucratif, à une société offshore, détenue et exploitée par le géant Glencore.

Le contrat n'explique pas ce que la Gécamines a reçu en compensation pour la cession de ces droits ; ni la Gécamines ou la société offshore n'ont fourni d'explications. Global Witness estime que les royalties pourraient générer jusqu'à \$880 millions - plus que les dépenses de santé annuelle congolaise. Normalement, les royalties sont censés profiter à la population. Selon les termes du contrat, les royalties dues à la Gécamines pour projet de cuivre KCC de Glencore ont été cédées à une société anonyme des îles Caïmans, appelée Africa Horizons Investment Limited, qui fait partie du groupe Fleurette de Dan Gertler. Gertler était l'un des partenaires congolais du fonds spéculatif américain Och-Ziff. (Source: Global Witness)

## La Mutuelle d'Épargne et de Crédit du Congo mise sous tutelle



Depuis le 25 Octobre 2016, la Banque centrale du Congo (BCC; Photo) a placé sous tutelle administrative la MECRECO. Tous les organes statutaires et de gérance ont été dessaisis de leurs pouvoirs d'administration et de gestion, et sont provisoirement remplacés par un comité d'administration, composé de 7 personnes, nommés par la BCC. La mission de cette administration provisoire est de proposer un plan de redressement pour sauver l'épargne du public.

Depuis plusieurs mois, la MECRECO fait face à un problème de trésorerie qui se traduit par l'absence de liquidité dans ses agences. Tous les guichets, à Kinshasa et Goma, sont fermés. Pour la BCC, « Les dirigeants ont pris beaucoup trop de risques dans l'octroi des crédits et dans l'investissement qui ne rapportent pas beaucoup. Finalement, ils sont arrivés dans une situation où ils accumulent des pertes qui finissent par affecter négativement leurs fonds propres ». (Source : La prospérité online. Photo: Le Maximum)



## 4 Congo-Brazzaville

### Les industriels boudent le ciment importé



Au Congo-Brazzaville, les industriels qui ont apporté dernièrement d'importants financements pour augmenter la production de ciment et créer des emplois, dénoncent une concurrence déloyale pratiquée par les importateurs de ce produit. Ils demandent aux autorités de stopper ces importations. Réponse de ces dernières : ces importations sont utiles pour répondre à la forte demande locale. Le Congo invite même de nouveaux investisseurs à venir s'installer sur son marché très ouvert.

Les industriels qui viennent de s'installer au Congo, qui ont injecté au moins 500 milliards de francs CFA (€76 millions), relevé le niveau de la production et créé environ 2.000 emplois directs, affirment de plus en plus que les importations menacent leurs activités. Selon le directeur général de la concurrence et de la répression des fraudes, Philippe Nsondé -Mondzié, les 3 sociétés à capitaux marocains et chinois sont loin de satisfaire la demande locale estimée à 1,2 million de tonnes par an. (Source: RFI. Photo: vox.cg)

### L'axe Brazzaville Pointe Noire-Ouésso essentiel dans le commerce



Longtemps négligée au profit du chemin de fer, la route occupe, aujourd'hui, une place de choix dans la circulation des personnes et biens dans ce pays et dans la région d'Afrique centrale. Plus de 300 véhicules gros porteurs avec 50 tonnes des marchandises chacun, passe tous les jours par le poste de péage de Mengo, et cela, dans les deux sens. La fluidité de la route permet aux commerçants de la République Centre Afrique, du Gabon, de la RDC et du Cameroun, d'utiliser les camions pour le transport de leurs marchandises.

Dans le choix de la route comme moyen de transport des marchandises, les importateurs et commerçants de l'Afrique centrale y trouvent leur compte. Les produits arrivent à destination et dans les délais impartis. L'Afrique centrale est l'unique sous-région du continent africain à ne pas être interconnectée par voie terrestre. (Source: Africanews. Photo: Le Monde)

### Lancement de la carte bancaire de la CEMAC



Opérationnelle depuis quelques mois, la carte monétaire communautaire devrait améliorer les transactions financières en Afrique centrale. Le Groupement interbancaire monétaire de l'Afrique centrale (Gicam) a procédé, le 31 octobre dernier, au lancement officiel de la carte interbancaire communautaire. Cette carte est l'une des réalisations engagées par les 6 États de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Cet instrument permet désormais d'effectuer des opérations sur les terminaux et autres guichets automatiques sur les réseaux d'une vingtaine de banques, dans la zone CEMAC.

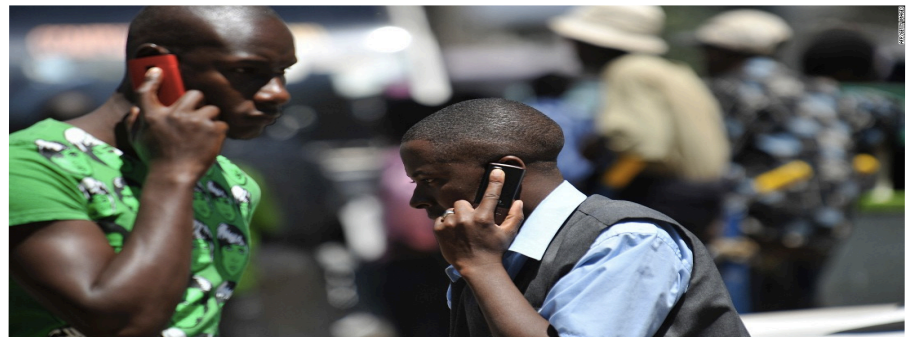
L'officialisation du lancement de la carte Gimac intervient après sa mise en service, en janvier 2015. En moins de deux ans, l'utilisation de la carte a déjà permis de réaliser des transactions d'environ 5 milliards de FCFA. La Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), indique que l'utilisation de la carte Visa pourra étendre l'utilisation de la carte Gimac hors de l'espace Cemac. (Source: Les Afriques. Photo: lisbank.com)

### Pour la création d'un fonds bleu pour le bassin du Congo

Le président congolais, Denis Sassou Nguesso, a annoncé au cours du sommet de la COP 22 sur le climat, à Marrakech au Maroc, la création d'un Fonds bleu pour le bassin du Congo, deuxième poumon écologique du monde. Le Fonds bleu, a-t-il précisé, permettra d'appuyer la mise en œuvre des microprojets et des projets structurants d'hydroélectricité, d'irrigation des terres cultivables, de traitement des eaux usées et de récupération et traitement des déchets solides déversés dans les océans et cours d'eau.

Il permettra, également, la réalisation de nombreuses autres initiatives concourant à promouvoir le développement propre des pays du Bassin du Congo. Le chef de l'Etat congolais a rappelé à l'auditoire que bien que le Congo soit un pays à très faible émission de gaz à effet de serre responsable des réchauffements climatiques, il continue néanmoins d'investir de considérables efforts pour contribuer à la lutte mondiale contre les changements climatiques. (Source : Vox)

### Le groupe Télécom Azur serait surendetté et au bord de la faillite



Rien ne va plus chez le groupe télécom Azur, présent au Gabon, en République centrafricaine et au Congo. Selon le site d'informations africatelegraph.com, un important risque de faillite plane sur la compagnie qui accumule les dettes depuis près de cinq années consécutives. Ces dettes seraient constituées notamment du non-paiement de son fournisseur Huawei ou encore du non-paiement de la redevance d'interconnexion. Au Congo, africatelegraph.com évoque même des arriérés de salaires. Son parc d'abonnés ne cesse de reculer par manque de service à valeur ajoutée.

L'accompagnement stratégique signé, le 27 mai 2014, avec Monaco Telecom ne serait plus d'actualité. Des indiscretions au sein de l'entreprise télécoms faisaient état, en octobre 2014, lors du Forum sur le développement d'Azur Telecom, que des discussions pour du financement étaient déjà engagées avec plusieurs institutions, dont la Netherlands Development Finance Company, branche de la banque mondiale. (Source: Agence Ecofin. Photo: CNN)

# POST SCRIPTUM

## AVIS DE MARCHE DE FOURNITURES



Photo: huffingtonpost.com

Concerne	Réalisation de la 1ère phase du complexe industriel de production d'eau potable
Lieu d'exécution	Kinshasa – Binza Ozone, RD Congo
Référence de publication	Journal Development Business, n°WB1939-04/16 du 28 avril 2016
Financement	Don de l'Association Internationale de Développement (IDA) au titre du financement additionnel du Projet d'alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PEMU)
Pouvoir adjudicateur	CEP-O/REGIDESO
Description du marché	Réalisation de la 1ère phase du complexe industriel de production d'eau potable : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conception, construction et équipement d'un captage d'eau brute sur le fleuve Congo ;</li> <li>• Fourniture et pose d'une conduite DN 1800 d'adduction-refoulement d'eau brute ;</li> <li>• Conception, construction et équipement d'une usine de traitement d'eau au site Binza-Ozone ;</li> <li>• Conception, construction et équipement de réservoirs et d'une station de pompage pour l'eau de boisson à destination des réseaux de distribution.</li> </ul>
Nombre des phases	Deux (2)
Langue de soumission de l'offre	Français
Date de clôture	22 décembre 2016
Plus de renseignements	<a href="http://www.ccife-rdcongo.org/single-news/n/appel-doffres-de-la-regideso/">http://www.ccife-rdcongo.org/single-news/n/appel-doffres-de-la-regideso/</a>

## INFORMATIONS PRATIQUES

### Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

#### Coordonnées

11, avenue Nzongotolo  
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600

Urgence : +243 99 818 62 24

Fax : +243 99 6050 629

E-mail : [kss@minbuza.nl](mailto:kss@minbuza.nl)

#### Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa  
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

#### Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30

Vendredi / 08:00 – 13:30

#### Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 -12:00

Les autres jours uniquement sur RDV.

### Consulat de Brazzaville

#### Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou  
B.P. 277 M'Pila - Brazzaville

#### Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)

Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

#### Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey

Tel : +242 06 924 14 07

E-mail: [hamvanbaggum@yahoo.fr](mailto:hamvanbaggum@yahoo.fr)

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627

E-mail : [kss-hb@minbuza.nl](mailto:kss-hb@minbuza.nl)

#### Disclaimer / Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à [kss-hb@minbuza.nl](mailto:kss-hb@minbuza.nl) si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.  
Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur [www.linkedin.com](http://www.linkedin.com)



**M. Gerard Michels** (Ambassadeur)

**Mme Corina van der Laan** (Chef de mission adjoint)

**M. Francis Wilanga** (Sr Economic policy officer)

**Mme Sandy Makola** (Economic policy officer)

**Mme Iris Leerdam** (Stagiaire)